

«L'UDC veut dépasser les 30%»

INTERVIEW

Ejecté du Conseil fédéral en 2007, Christoph Blocher a plusieurs fois été annoncé politiquement «fini». En ce début d'année, plus en forme que jamais, le stratège de l'UDC occupe à nouveau le devant de la scène.

EXCLUSIF

ROMAIN CLIVAZ TEXTES
ENNIO LEANZA/KEYSTONE PHOTO

L'ancien ministre de la Justice est le véritable chef de campagne de l'UDC pour les élections fédérales de l'automne 2011. S'il se défend de tout esprit de revanche, il prédit: «Ceux qui m'ont chassé me trouveront encore sur leur chemin!» Interview exclusive à deux jours de son discours très attendu de l'Albisgüetli, la grand-messe annuelle de l'UDC zurichoise.

Quel regard portez-vous sur l'état de la Suisse?

La situation politique du pays est catastrophique. Le secret bancaire est en passe d'être liquidé. La politique migratoire n'est plus contrôlée, notamment en raison de la libre circulation des personnes. La Suisse s'est humiliée en Libye et les réactions à la votation sur les minarets ont montré que l'élite politique, les intellectuels et une grande partie de la presse veulent supprimer les droits populaires. Ce Conseil fédéral est tout simplement incapable de conduire le pays.

Mais l'UDC y est représentée...

Elle est encore sous-représentée! Nous devons donc à nouveau gagner les élections fédérales pour que le parlement nous accorde les deux sièges qui nous appartiennent.

L'UDC a remporté 28,9% des voix aux élections fédérales de 2007. Où placez-vous la barre pour 2011?

Nous voulons dépasser les 30%, et clairement. Si les



Christoph Blocher. «Ceux qui m'ont chassé me trouveront encore sur leur chemin!» (KEYSTONE/11 JANVIER 2010)

élections avaient lieu aujourd'hui, nous pourrions atteindre ce but sans problème. Les gens en ont assez de toutes ces errances.

Vous parlez comme un président de parti. Toni Brunner n'est-il qu'un faire-valoir?

Absolument pas. En tant que vice-président, je suis responsable de la stratégie de l'UDC, aussi au niveau électoral. Je remplis mon devoir et resterai en place au moins jusqu'à la fin de 2011, ou encore plus longtemps si ma santé me le permet.

Serez-vous candidat au Conseil national?

C'est possible. La section zurichoise de l'UDC me l'a demandé. Je prendrai ma décision au printemps 2011. Pour ce qui est du Conseil fédéral, il est clair que le parlement ne veut plus de moi. Je préfère donc m'en référer au peuple. Ceux qui m'ont chassé me trouveront encore sur leur chemin!

Vous allez avoir 70 ans cet automne. Ne craignez-vous pas de décourager la relève?

Cela fait plus de trente ans

qu'on me demande ce qui se passera quand je ne serai plus là, mais pour l'instant je suis encore présent. Et, comme dans une entreprise qui marche, personne n'est irremplaçable. La relève suivra donc. Je l'ai vu dans mes affaires, que mes enfants ont reprises avec succès.

L'UDC peut-elle vous survivre financièrement?

Sans problème, car je n'ai

jamais injecté d'argent dans les finances du parti. Je l'ai uniquement fait pour des campagnes, par exemple plusieurs millions dans celle contre l'Espace économique européen en 1992. Je verserai de l'argent si nécessaire pour les élections fédérales.

N'est-ce pas injuste pour les autres partis, qui ne comptent pas autant de membres fortunés?

Je ne suis pas si sûr que le plus grand nombre de millionnaires, notamment en matière de fortune, se trouve dans notre groupe parlementaire. Il y a huit ans, au PS et au PLR, il y en avait plus que chez nous. Réunir un budget, c'est avant tout une question de mobilisation. Nous n'y pouvons rien si le nombre d'avares est plus élevé dans les autres partis.

L'UDC genevoise trop gentille

Des Alémaniques ont plusieurs fois représenté l'UDC dans des médias romands. Manquez-vous de personnel politique?

Nous en manquons effectivement parfois. La plupart des sections romandes sont jeunes, elles ont été fondées il y a une ou deux législatures. Mais avec le temps des personnalités émergeront.

Comment expliquer les reculs

électorales du parti à Genève et Neuchâtel?

Certaines sections sont trop pressées d'entrer dans les gouvernements. Plus conciliantes, elles perdent leur profil. Cela se paie cash au niveau électoral. Mieux vaut tout d'abord avoir une solide assise parlementaire, ce qui prend plusieurs législatures. L'apparition du Mouvement citoyens genevois montre que notre section du bout du lac n'a pas encore une telle assise.

Vos élus romands manquent donc d'agressivité?

Dans l'ensemble oui, à quelques exceptions près. Nos représentants se laissent encore trop influencer par une presse très hostile à l'UDC en Suisse romande. Ils veulent que l'on parle en bien d'eux. C'est une erreur. Il faut avant tout défendre ses convictions et les assumer avec courage. Il est nécessaire d'avoir une ligne zurichoise de l'UDC aussi en Suisse romande. (rcz)

Les Ouïgours

■ «Les accueillir serait une grosse bêtise! Ils sont actuellement aux Etats-Unis, un Etat sûr qui respecte les droits de l'homme et qui doit assumer ses actes. Un «geste» envers les Etats-Unis a été évoqué. Depuis quand fait-on une politique étrangère avec des «gestes»? Ces amabilités n'ont rien à faire avec la défense de nos intérêts. La position chinoise est défendable, car les Ouïgours mènent une rébellion séparatiste violente. Enfin, nous aurions à supporter des conséquences économiques avec la Chine pour un problème américain.» **RCZ**

Gouvernement

■ «Le réformer serait une mauvaise idée. Dans une entreprise mal dirigée, les changements d'organisation évitent surtout les discussions de fond. Le problème du Conseil fédéral n'est pas la surcharge de travail, ce sont les priorités claires qui manquent. Est-ce prioritaire d'aller en train à Copenhague? Je ne crois pas. Avant d'augmenter le nombre de ministres ou de multiplier les secrétaires d'Etat, la Suisse a besoin de personnalités. L'élection par le peuple y contribuerait. Cela fonctionne même à Zurich.» **RCZ**

L'affaire UBS

■ «Une commission d'enquête parlementaire est nécessaire. D'une part, l'administration fédérale a été incapable de régler l'entraide administrative dans les temps. D'autre part, le gouvernement a violé l'Etat de droit en laissant transmettre illégalement des données. UBS aurait pu donner ces noms, au risque d'éventuels dommages et intérêts. Au lieu d'assumer, elle a cherché une couverture politique, que le Conseil fédéral a naïvement accordée. Résultat: on sait maintenant à l'étranger que, sous pression, la Suisse livre des noms.» **RCZ**



Vaux-sur-Morges. Le lieu du drame. (GÉRALD BOSSHARD/2010)

Le mystère du généticien qui rêvait d'être libraire

VAUX-SUR-MORGES

La personnalité du meurtrier présumé de la femme de son père soulève beaucoup de questions.

Le meurtre samedi de Catherine Ségalat suscite beaucoup d'émotion dans le village de son domicile, Vaux-sur-Morges. Cette émotion a aussi gagné le monde des éditeurs et collectionneurs de livres anciens et précieux. Le mari de la victime, Roger-Jean Ségalat, possède en effet une librairie réputée à Lausanne. Comble de

malheur pour lui, il soigne actuellement une grave maladie à l'hôpital.

Pour l'heure, on n'a aucune idée de ce qu'il va advenir de sa fantastique collection qui comptait à certains moments jusqu'à 50 000 ouvrages. Mais c'est son fils L., mis sous les verrous et inculpé de meurtre après le tragique décès samedi de sa belle-mère Catherine Ségalat, qui soulève le plus grand trouble.

Il était occupé partiellement depuis une année à la librairie en compagnie de la victime, prêt semble-t-il à reprendre l'affaire. Qu'est-ce qui l'aurait poussé, par

une froide soirée de janvier, à commettre l'irréparable? Si sa culpabilité reste à confirmer, les raisons d'un tel acte sont entourées d'un profond mystère. Ses mobiles sont d'autant plus difficiles à cerner que la personnalité de L. est aux antipodes du criminel ordinaire. Le prévenu, qui nie être l'auteur de l'homicide, est un chercheur de haut vol dans le domaine de la génétique. Directeur de recherches au CNRS à l'Université de Lyon, il vient de publier un livre polémique sur son activité, intitulé «La science à bout de souffle». Des thèses sur

l'évolution de la science qui l'ont amené sur le devant de la scène médiatique.

Discrète sur sa vie privée

Etait-il prêt pour autant à abandonner cette activité universitaire pour reprendre la librairie de son père à la santé désormais trop fragile? Cette remise en question fondamentale de sa vie aurait-elle eu des répercussions fatales sur ses relations avec sa belle-mère? Faute d'aveux, rien, hier soir, ne permettait d'étayer semblables scénarios. La police cantonale se contente de répéter

que «les circonstances du meurtre ne sont toujours pas établies».

A Villeurbanne, dans la banlieue lyonnaise, où se trouve son laboratoire, L. fait officiellement toujours partie du CNRS. Certes, on admet qu'il était peu présent ces derniers temps, étant retenu par des affaires de famille, mais personne ne prononce le mot de défection. Dans le monde de la bibliophilie, l'inquiétude grandit: si la librairie, lieu de rencontre des collectionneurs, devait disparaître, «ça serait une grande perte pour la ville», se désole un collectionneur. (jmc)